



La légende continue...

P.3

Opposition farouche des populations à l'instauration d'une faune dans l'Oti :

Fambaré Ouattara Natchaba



Natchaba entre en scène de façon scandaleuse

P.5

Modernisation de l'administration publique au Togo

Le nouveau défi du gouvernement

P.3

Société

Fin de course pour les tilapia toxiques

La cargaison a été incinérée hier

P.3



Economie

Harmonisation et facilitation des échanges commerciaux entre Etats

Les acteurs planchent sur l'AFE à Lomé

P.5



Planification et Développement

L'importance de la Statistique pour l'homme et son environnement

P.2

Coopération Togo-UE

Les communes d'Atakpamé et Dapaong bénéficient du projet PEAT 1

P.4



Paraphe des documents entre l'Ambassadeur de l'UE et le ministre de la Planification

Planification et Développement

La Statistique, importante pour l'homme et son environnement

Il a été célébré, hier mercredi 18 novembre, la Journée Africaine de la Statistique. Au Togo comme partout ailleurs sur le continent, les acteurs de la statistique, se sont joints à cette célébration. Le thème retenu pour l'édition 2015 est : « Des données meilleures pour une vie meilleure. Tirer parti des technologies modernes pour améliorer les systèmes statistiques nationaux ». Occasion pour les acteurs, notamment le ministère de la Planification ainsi que l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) de faire connaître au public, le rôle important que jouent les statistiques dans la vie de l'homme et la préservation de son environnement.

Méconnue hier, la statistique prend aujourd'hui une place prépondérante dans tous les aspects de la vie sociale et économique, tant en Afrique que dans le monde. Outil efficace dans les travaux de collecte, de traitement,

la Planification et du Développement économique pour être célébrée chaque année. Ainsi au cœur de l'édition de cette année 2015, qui survient après la célébration de la Journée mondiale de la Statistique, les Technologies de l'Information et



Yao Kokou N'guissan, DG INSEED

vra passer par la collecte et la maîtrise parfaites des données statistiques nationales. C'est donc en cela que réside tout le bien fondé de cet outil qui, bien que moins cerné jusqu'à un passé récent, reste néanmoins d'une importance capitale tant pour l'homme et son environnement. Car, non seulement les statistiques offrent des données de qualité pour une meilleure vie, elles servent aussi à combler le fossé numérique mondial, notamment pour aider l'Afrique à atteindre les objectifs de développement durable envisagé à l'horizon 2030. Aussi, les technologies modernes contribuent à améliorer la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des données puis garantissent l'obtention des données de meilleure qualité. Ces multiples atouts qui permettent aux états de basculer de la méthode traditionnelle de collecte des données (formulaires et questionnaires d'enquête sur papier) pour les TIC, un outil jouissant d'une fiabilité cer-

taine. C'est dès lors que l'utilisation d'appareils électroniques mobiles et l'internet commence à remplacer inexorablement ces méthodes traditionnelles. Mais alors, la capitalisation de cet acquis majeur passera, avant tout, par le renforcement et le maintien d'un capital humain et d'infrastructures adaptées dans le domaine des TIC, lesquels seront alors d'une grande importance qui permettra aux états africains de perfectionner leurs systèmes statistiques nationaux. Et pour y en arriver, il revient également à ces derniers et leurs partenaires d'y investir. Ceci, afin d'accélérer cette marche progressive.

Le Togo à l'avant-garde !

Conscient de l'importance de cette marche irréversible vers le développement, le Chef de l'Etat a initié, depuis 2008, une vaste réforme dans le secteur de la statistique nationale. Ceci, afin de produire à base des TIC, des données plus fia-

bles et de qualité. Ainsi a été adoptée en 2011, la loi portant organisation de l'activité statistique au Togo, la création du Conseil National de la Statistique (CNS) opérationnel depuis 2013 ainsi que la mise en place, en février 2015, de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) en voie d'opérationnalisation. Par ailleurs, a été réalisée en 2013, l'Enquête par Téléphonie Mobile puis l'Enquête pour l'Indice du Millenium Vital Commun (IMVC). Expérience rééditée en 2014 par l'Enquête sur la Transition de l'Ecole vers la Vie Active, puis récemment le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien-être (Enquête QUIBB). Ce n'est pas tout. Le gouvernement togolais, satisfait de la réussite de ses expériences, ambitionne par ailleurs réaliser le prochain Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) à l'aide de ces outils de collecte de données, notamment des tablettes connectées à internet. Un pas, somme toute, qualitatif du Togo dans sa dynamique de produire de meilleures données susceptibles d'orienter la formation de sa politique nationale de développement. C'est aussi un pas géant pour Faure Gnassingbé résolument engagé et déterminé à amener le Togo à achever les 17 Objectifs pour le Développement Durable (ODD) adoptés par l'assemblée des nations Unies en Septembre dernier. Lesquels devront s'achever en 2030.

M.T

...non seulement les statistiques offrent des données de qualité pour une meilleure vie, elles servent aussi à combler le fossé numérique mondial, notamment pour aider l'Afrique à atteindre les objectifs de développement durable envisagé à l'horizon 2030.

d'analyse et de diffusion des données, la statique devra être beaucoup plus mise à profit, étant d'une importance capitale dans la planification et le développement de tout pays. D'où son institution en mai 1990 par la Commission des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), à la 16^{ème} Session de la Conférence des ministres africains en charge de

de la Communication (TIC). Il est donc question de mettre en exergue, l'importance des technologies dans l'amélioration des systèmes statistiques nationaux en Afrique.

La Statistique, le TIC et le développement

« Gouverner, c'est prévoir », dit la maxime. Par conséquent, cela de-

Journée Internationale de la Tolérance de l'Unesco

Des Ambassadeurs pour la Tolérance et l'Humanisme honorés

Sur initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco), se tient chaque 16 novembre et ce, depuis 1995, la Journée internationale de la Tolérance. Sous la houlette de l'Association GATH/ International, l'événement a été marqué au Togo, lundi dernier, par la présentation du message de circonstance et la décoration d'une trentaine de personnes à titre d'Ambassadeurs pour la Tolérance et l'Humanisme.

« Nous sommes tous des témoins de mouvements sociaux contemporains », c'est sur ce thème qu'a été axée, cette célébration qui est à sa huitième édition cette année au Togo. Un message assez révélateur des derniers événements socio politiques et idéologiques auxquels fait actuellement face le monde et dont la plus récente reste la barbarie humaine produite la semaine dernière à Paris.

Ainsi pour le Président de GATH/International, le message de cette année 2015 est très « illustratif d'un malaise généralisé

qui plane sur la race humaine telle une épée de Damoclès ». Une situation qui, poursuit Efoé Adanou, résulte malheureusement des comportements malsains de l'homme, l'accumulation de frustration, d'intolérance ainsi que les inégalités de droit et de richesse dont nous sommes tous témoins. Laquelle crée et nourrit au sein de la société, des situations d'indignation et de malheur à des degrés divers. En témoignent justement les vagues sociales qui, ajoute -t-il, « constituent les reflets de nos émotions passées et présentes ». D'où justement la nécessité de s'accepter, cultiver et pro-



Les récipiendaires

mouvoir la tolérance dans la société et ce, malgré nos différences. Surtout, créer des décences et l'abondance dans nos pensées et dans nos comportements. Car, « nous restons les mêmes chaînons de la même chaîne », a précisé Efoé Adanou.

« Cette initiative patriotique et très louable contribue aux

efforts du gouvernement dans sa lutte pour la promotion de la culture de la tolérance, gage d'une paix durable au Togo », a renchéri, pour sa part, le Directeur de la Culture, représentant le ministre de la Communication, la Culture, des Sports et de la Formation Civique à cette cérémonie.

Ainsi, ont été décorées au titre d'Ambassadeurs pour la

Tolérance et l'Humanisme, une trentaine de personnalités togolaises et étrangères de toute classe sociale confondue. « Je suis fière de cette reconnaissance qui vient de m'être décernée. C'est une motivation supplémentaire pour moi de continuer à apporter la paix là où il y a les conflits et surtout de résoudre les problèmes entre les frères et sœurs. Désormais, je ferai même au-delà de ce qu'on espère de moi en donnant une chance à la cohésion sociale et au vivre ensemble », a affirmé Damahouzan Ayikoélé Julie, l'une des récipiendaires.

Cette cérémonie a connu la présence des délégations venues du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Ghana. Créée en 2007, GATH/ International se veut une association à but non lucratif dont l'objectif se résume à la promotion de la Tolérance et l'Humanisme dans le monde.

M.T

EDITORIAL

La légende continue...

L'Afrique est Charlie, elle pleure de nouveau les victimes du Bataclan, du 10^{ème} et du 11^{ème} arrondissement. Air grave et désorienté elle s'insurge contre les dérives sectaires d'une religion. La France-Afrique ce n'est pas seulement le récit historique d'un assujettissement, c'est aussi l'expression d'une fidélité légendaire qui recommande tacitement et définit la conduite à adopter en face d'une menace planétaire.

L'Afrique pleure la France en deuil, elle ravale sa mélancolie et exhibe son sourire quand cette France gagne ses batailles stratégiques sur le continent. Quoi de plus normal pour une tradition vieille de milliers d'années qui recommande aux communautés de pleurer avec ceux qui pleurent et de se réjouir avec ceux qui se réjouissent ? L'Afrique a-t-elle le choix dans cette guerre de civilisation, elle qui n'a pas son destin en main ? L'Afrique pourrait-elle rester insensible à cette boucherie humaine qui depuis lors s'est transposée sur ses terres notamment au Nord Mali, au Soudan, au Tchad, au Nigéria, ou encore au Cameroun ?

Face à l'extrémisme, d'une minorité de sanguinaire qui n'a de cesse détourné l'idéologie d'une religion pour répondre aux aspirations incrédules d'un conglomérat, le continent est devenu un terreau fertile au terrorisme, de Al quaida à Boko Haram, les peuples meurtris ont-ils le choix de ne pas s'aligner quand la France est dans les rangs ? La réponse est toute simple et va de la nécessité de combattre le terrorisme sous toutes ses formes sur chaque portion de terre peu importe la manière. Libre aux dirigeants africains d'aller dormir une semaine entière au Bataclan, dans les rues du 10^{ème} et du 11^{ème} arrondissement pourvu que cela apporte un grain de sel dans la lutte contre le terrorisme. La nécessité de combattre les exactions des islamistes est une question de vie ou de mort, comme celle de lutter pour l'existence des autres cultures, de se battre pour les autres courants religieux est une contrainte.

Pour y arriver, l'esprit de la France-Afrique ne saurait être écarté tant que l'Afrique pieds et mains liés vacillera au gré des humeurs de l'occident.

Si l'Afrique ne peut trouver les moyens de penser son autonomie, son propre développement, sa propre lutte contre les grands réseaux mafieux, ses dirigeants continueront de la délaissier au profit de la vie d'un Français en danger.

Je suis Mango, tu es Bujumbura, nous avons beau être Khadafi, la France d'abord, et la légende continue...

Isaac Tonyi

Modernisation de l'administration publique au Togo

Le nouveau défi du gouvernement

Le Togo s'emploie à rendre son administration et ses services publics modernes, performants, de proximité, de meilleure qualité et mieux accessibles. Cet engagement du gouvernement est réaffirmé, cette semaine encore, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la Fonction Publique. «Le rôle des services publics dans l'autonomisation des femmes, l'innovation et la prestation de services facilement accessibles en Afrique», c'est donc le thème qui revêt l'édition de cette année 2015 dont les manifestations ont débuté mardi dernier.

C'est presque un secret de polichinelle. L'administration publique togolaise baigne dans un état déplorable avec une qualité des services le plus souvent déplorable. Ce tableau sombre a d'ailleurs été confirmé par le diagnostic fait de la situation en décembre 2006 lors des états généraux de l'administration publique (EGAP). Ce diagnostic a révélé certains maux tels la lourdeur et le formalisme excessif des procédures ainsi qu'une faible circulation de l'information. Aussi, des enquêtes d'opinion menées auprès des usagers de l'administration publique, 75% des services publics sont peu suffisants. Cependant, malgré l'instauration depuis 2008 du Programme de Réforme et de Modernisation de l'Administration publique ainsi que des efforts du gouvernement, la situation est encore loin d'être satisfaisante. Pire, ces services demeurent toujours confrontés à d'innombrables difficultés et pesanteurs telles la bureaucratie pesante, le favoritisme, le clientélisme, le népotisme ou encore la corruption. Outre ces défaillances notoires, l'administration publique est également confrontée à d'autres contraintes liées à la difficile circulation de l'information, la rareté des moyens de reproduction notamment le photocopieur, le fax ou encore le téléphone y compris l'internet dont l'intranet gouvernemental est actuellement en cours d'installation.

Mais depuis 2010, le ciel semble s'éclaircir pour changer la donne. Ainsi ont été initiés, plusieurs programmes pour endiguer ces dysfonctionnements. Parmi ces programmes, l'opération « administration rapide de proximité ». Il est donc question pour le gouvernement, à travers cette journée, de



Gilbert Bawara

rapprocher l'administration publique du public. Autrement, l'informer sur les circuits, formalités et procédures de traitements et de délivrance des actes et documents administratifs d'une part, puis désengorger les dossiers en souffrance dans les administrations, tester l'accessibilité du service public et surtout améliorer les rapports entre l'administration publique et les citoyens-usagers de l'autre. Ainsi, pour la cinquième fois, cette opération se tient depuis mardi dernier et est organisée sous l'égide du ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative, ensemble avec plusieurs ministères et institutions de la République. A l'occasion, sont organisées des journées portes-ouvertes de trois (3) jours qui s'achèvent ce jeudi. Ceci, dans le but d'informer et sensibiliser le public sur les procédures de traitements et de délivrance des actes et documents administratifs. Tout au long de cette célébration qui court jusqu'en décembre prochain, seront établis et délivrés quelques 200 Certificats de

Nationalité, 500 Jugements Supplétifs et Rectificatifs, 600 Passeports et 600 Cartes Nationales d'Identité.

Voilà bien d'initiatives qui nécessitent aujourd'hui d'être saluées à leurs justes valeurs. Et rien qu'à voir l'engouement du public à l'ouverture de cette opération, il est fort à parier qu'elle présage une issue favorable, bien que des efforts restent tout de même à faire encore. « Notre administration et nos services publics ne répondent pas encore pleinement à ce que les citoyens et les usagers sont en droit d'en attendre », reconnaît Gilbert Bawara. Mais « malgré ce tableau sombre et cette description assez sévère, l'espoir est permis... Car, les services publics ont le devoir de rendre le meilleur service possible, de répondre à l'exigence de productivité », précise, par ailleurs, le ministre de la Fonction Publique, du Travail et des Réformes Administratives.

Mais alors, il revient également aux usagers de l'administration publique de saisir la balle au bond en vue de mieux extérioriser leurs éventuels ressentiments et griefs. Car, cette opération se veut principalement une aubaine pour le gouvernement, soucieux des préoccupations et attentes des usagers dans la perspective de ses actions futures, de recueillir leurs avis, observations, réflexions, suggestions et propositions afin d'en faire bon usage. Car, ajoute Gilbert Bawara « C'est dans le dialogue, la concertation et l'ouverture et dans un grand esprit de responsabilité que nous bâtirons une administration et des services publics modernes, performants, de proximité, de meilleure qualité et mieux accessibles ».

A croire donc que l'administration togolaise est désormais sur la bonne voie. Celle d'être guérie de ses maux habituels. Tant le gouvernement s'active pour. Mais il faudra alors l'apport de tous. Car, c'est un long processus nécessitant donc une approche participative.

Magloire TEKO

Fin de course pour les tilapia toxiques

La cargaison a été incinérée hier

L'affaire fait grand bruit et défraie la chronique actuellement à Lomé. Cinq conteneurs contenant des produits toxiques, notamment des tilapias, avaient été déversés sur le marché togolais et ce, depuis septembre. Informé, le ministère de l'Agriculture, a vite saisi le laboratoire de l'Institut national d'Agronomie de l'Université de Lomé. Lequel a, après résultats des analyses faites sur les prélèvements, confirmé la toxicité de la cargaison. Selon ces résultats, le taux de contamination des tilapias s'élevait à 27%. Ceci, alors que le seuil tolérable est de 10%. Donc des produits avariés, toxiques et dangereux pour la consommation.

Mais depuis hier, l'affaire a connu son dénouement avec l'incinération desdits à Adétikopé, dans la banlieue nord de la capitale. C'était en présence du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le Col. Ouro Koura Agadazi entouré de ses collaborateurs ainsi que les opérateurs économiques détenteurs de ladite cargaison.

Ainsi finie, cette affaire qui aura semé la psychose au sein de la population et suscité une vive indignation des acteurs de la Société Civile. Notamment l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) et la Ligue



Une vue de la cargaison incinérée hier à Adétikopé

Togolaise des Consommateurs du Togo (LCT). Ces deux associations de consommateurs, dans leur sortie, ont vivement dénoncé ce comportement malsain qui met en danger, la vie des consommateurs puis exigé que toute la lumière soit faite sur cette affaire afin que les responsabilités soient situées. Ceci, surtout à quelques semaines des fêtes de fin d'année où ces produits sont prisés par les consommateurs.

Mais alors, quelle sera la suite à donner à cette affaire ? C'est la grande question qui taraude les esprits. En tout cas, le

moins qu'on puisse dire est qu'il sera inadmissible et intolérable que les gouvernements soient passifs à l'égard des hommes d'Affaires véreux qui, pour leurs intérêts mettent en péril, la vie des honnêtes citoyens. De l'arrivée des produits au Port de Lomé à leur distribution sur le marché, malgré son interdiction, tout doit être tiré au clair. Désormais, l'impunité doit laisser place à la justice. Cependant, c'est le lieu de tirer le chapeau au ministère de l'Agriculture qui aura joué sa part.

Magloire TEKO

Coopération Togo-UE

Les communes d'Atakpamé et Dapaong bénéficient du projet PEAT 1

Identifiées pour bénéficier du Projet Eau et Assainissement au Togo Phase 1 (PEAT-1), les communes d'Atakpamé et Dapaong bénéficieront de plusieurs investissements couvrant les adductions d'eau potable, les infrastructures d'assainissement domestiques et l'amélioration de la gestion des déchets solides. Pour sceller cet acquis, une convention de financement a été signée le lundi dernier entre les représentants des deux communes, le gouvernement togolais et l'UE avec à sa tête le chef de délégation qui a profité pour faire une descente dans la préfecture de la Kozah notamment à l'Université, à la Cour d'Appel et à la prison civile de Kara.

A travers cette convention de financement, le projet PEAT-1 qui s'ajoute à la longue liste des interventions de l'UE au Togo permet un accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les villes d'Atakpamé et Dapaong, l'aménagement d'un

gation de l'UE au Togo Nicolas Berlanga Martinez trouve à travers les appuis de son institution, une manière de continuer le dialogue pour l'organisation des élections locales. « Il ya des réalités qui nous dépassent, ces appuis sont un levier pour plai-

« Ce projet vient à point nommé pour conforter les actions du gouvernement dans la mise en œuvre du « plan d'action national pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et la « politique nationale d'hygiène et d'assainissement pour le Togo ».

nouveau centre d'enfouissement technique pour les ordures ménagères au grand Lomé, la création et le renforcement des capacités des acteurs des secteurs de l'eau et de l'assainissement au niveau national et local.

Financé à hauteur de 27 milliards frs cfa le PEAT-1 permet aux populations d'avoir accès à l'eau potable, prévoit l'aménagement et la réhabilitation des captages et adduction d'eau potable dans les deux villes, la réalisation de 800 branchements privés à Atakpamé et 600 à Dapaong. Dans le volet assainissement, 700 et 800 latrines seront respectivement construites à Atakpamé et Dapaong en plus de la dotation des deux communes chacune d'un camion de vidange. Les représentants des deux communes n'ont pas manqué à la cérémonie de signature de la convention de financement du projet, de remercier l'Union Européenne et l'Etat togolais pour le choix porté sur leurs communes dont la croissance des populations est exponentielle. « Ce jour consacre un bien-être social des deux communes élues » s'est réjoui le représentant du président de la délégation spéciale de la commune d'Atakpamé. Pour sa part, le chef de la délé-

der l'organisation des élections locales » a-t-il souligné. Le ministre Assimaidou Kossi de la Planification du Développement



Paraphe des documents entre l'Ambassadeur de l'UE et le ministre de la Planification

Ordonnateur National du FED représentant le gouvernement à son tour, s'est dit satisfait de la signature de cette convention « ce projet vient à point nommé pour conforter les actions du gouvernement dans la mise en œuvre du « plan d'action national pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et la « politique nationale d'hygiène et d'assainissement pour le Togo ». Après avoir témoigné de la gratitude des populations à l'Union Européenne pour sa contribution aux efforts de développement au Togo, il a rassuré de l'engagement du gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour faciliter la mise en œuvre du PEAT-1 et à veiller à ce que les équipements qui seront dé-

ployés soient bien gérés.

La signature de la convention de financement avec les deux communes a lancé le ton à un périple qui a conduit le chef de la Délégation de l'UE à Pagala sur le site de l'extraction du marbre (Pomar), dans la préfecture de la Kozah notamment à l'Université, à la Cour d'Appel et à la prison civile de Kara.

Descente de l'ambassadeur de l'UE à l'UK, à la Cour d'Appel de Kara et à la Prison civile de Kara

L'ambassadeur de l'UE a consacré la matinée du mardi aux Etudiants et Enseignants de l'UK. Ces derniers ont été entretenus sur les instruments de financement de l'enseignement supé-

rieur et de la Recherche notamment les programmes Erasmus+ qui permettent aux Etudiants de faire des études supérieures dans les pays Européens et offrent aussi la possibilité pour ses étudiants et enseignants de créer des consortium avec les universités partenaires, et le programme Horizon 2020 le plus grand programme jamais réalisé par l'UE en Afrique qui offre la possibilité de financement de la recherche et de l'innovation. Ces échanges ont été suivis de la présentation du livre "la légende de l'assassin" de Kangni Alem et la présentation de la bande dessinée "Mythes et légendes africains" des jeunes togolais Koffivi Assem et Adrien Folly-Notsron. Le chef de la délégation de l'UE clôturera sa tournée par une séance de travail à la Cour d'Appel et à la Prison civile de Kara pour informer les deux administrations du démarrage de la nouvelle convention de financement entre l'UE et le Togo, convention qui prend en compte les réformes dans les deux administrations. Pour l'ambassadeur de l'UE, cette tournée relève d'un pan du plaidoyer pour la décentralisation et la déconcentration des services publics au Togo.

Isaac Tonyi

**PORT DE BADGE OBLIGATOIRE
AUX BUREAUX DES DOUANES A
PARTIR DU**

1ER JANVIER 2016

POUR TOUTE INFORMATION VEUILLEZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU 8201



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Opposition farouche des populations à l'instauration d'une faune dans l'Oti :

Natchaba fambaré entre en scène de façon scandaleuse

Selon une source digne de foi, depuis le début de cette semaine, l'ancien président de l'assemblée nationale, M. Ouattara Natchaba Fambaré se trouve dans la ville de Mango où il tente de manipuler certaines populations pour les convaincre de demander pardon au préfet de l'Oti pour avoir exigé sa démission. Le mardi 17 novembre, il a réuni des gens, notamment des habitants du quartier Sangbana (son quartier d'origine) et quelques personnes d'autres quartiers. Il s'agit essentiellement de vieux. Des jeunes dont certains avaient été arrêtés lors des événements des 06 et 07 novembre ont également pris part à cette rencontre.

à demander pardon au préfet Awaté Hodabalo. Mais la plupart ont opposé un refus catégorique.

Cependant l'initiative n'a pas pu aller à terme, parce qu'informés de la manœuvre qui se tramait, d'autres jeunes de Mango ont mis en garde tous ceux ou celles qui tenteront d'aller voir le préfet pour lui présenter des excuses. Déçu, M. Natchaba a quitté précipitamment Mango pour Gando où il a donné rendez-vous pour hier mercredi à ses interlocuteurs qui, sous la pression de leurs camarades, ont refusé de répondre cette fois-ci à son appel.

Pour rappel, les 06 et 07 novembre, les populations de la



Fambaré Ouattara Natchaba

gravement ainsi que de nombreuses arrestations. Les personnes tuées, l'ont été par des tirs à balles réelles et par le fait d'un blindé de l'armée qui a foncé dans la foule, écrasant ainsi trois personnes.

Ce drame a suscité beaucoup d'émotion et surtout d'incompréhension au sein des populations dans tout le pays. Ceci a amené le gouvernement à décréter une suspension du projet d'instauration de la faune subtilement appelée aires protégées. Le chef de l'Etat avait personnellement dirigé une réunion de crise sur les événements de Mango. C'est d'ailleurs au cours de cette réunion qu'il avait été décidé de suspendre le projet. De leur côté, certains députés ont interpellé le ministre de la sécurité et de celui de l'environnement. Ces derniers ont passé des moments difficiles devant "les représentants du peuple".

Jusqu'ici, dans la ville de Mango, le calme n'est qu'apparent. Ce calme n'est pas le fait d'une

baisse de la tension, mais il est imposé par la présence massive des forces de l'ordre et de militaires, notamment de bérets rouges qui continuent de traquer les jeunes soupçonnés d'être les meneurs du mouvement de protestation contre la faune. Et pourtant, le gouvernement s'est engagé à œuvrer pour l'apaisement. Onze des personnes arrêtées sont encore détenues à Dapaong. Les cinq personnes tuées ne sont pas encore enterrées malgré le fait qu'elles soient de confession musulmane. Aussi, en dépit des promesses du gouvernement, les blessés n'ont reçu jusqu'alors aucune assistance de l'Etat.

Dans ces circonstances douloureuses, beaucoup pensent que s'il y a quelque chose à faire, c'est chercher à consoler les familles éplorées et à calmer les cœurs. En dépit de la profession de foi du gouvernement qui dit vouloir opter pour l'apaisement, très peu de gestes sont faits dans ce sens. Le préfet est toujours maintenu à son poste comme si de rien n'était, alors que de toute vraisemblance, il est le premier responsable du drame de Mango.

Et c'est devant cette situation où tout peut encore dégénérer que Natchaba entre en scène de façon scandaleuse pour une action amoralisée, celle d'amener les populations victimes, meurtries à demander pardon à l'un de leurs bourreaux. Qu'est-ce qui fait courir Natchaba ? C'est la question légitime que nombre de Togolais se posent.

Natchaba lui-même dit

que sa démarche vise la libération des personnes encore détenues. C'est en tout cas ce qu'il aurait confié au chef de la communauté N'Déjé. Mais selon plusieurs personnes qui connaissent le personnage, sa démarche viserait à tromper le chef de l'Etat en lui faisant croire que les populations de l'Oti veulent la faune, mais que si elles ont protesté, c'est parce qu'elles sont manipulées. Aussi, certaines pensent-elles que Natchaba voudrait montrer qu'il est la seule personne qui est écoutée par les populations de l'Oti. Une façon de dire que sans lui, il n'y aura aucune possible entente entre le pouvoir et les populations. D'ailleurs selon nos informations, il a refusé de rencontrer le comité de crise mis en place par les ressortissants de l'Oti à Lomé pour conduire des actions en soutien aux populations à la base. Ce comité est composé essentiellement de jeunes déterminés à s'opposer à l'élargissement de la réserve de faune Oti-Kéran.

Dans notre prochaine parution nous allons nous appesantir sur les différents niveaux de responsabilité dans le drame de Mango. Car, nous pensons que c'est emprunter un raccourci que d'affirmer que les seuls responsables du drame, ce sont le ministre de l'environnement, le préfet et les forces de l'ordre qui ont tiré sur la foule. Qu'ont fait les élus de la préfecture et les nombreux cadres pour éviter le drame de Mango. La réponse dans notre prochaine parution

F. D

Mais selon plusieurs personnes qui connaissent le personnage, sa démarche viserait à tromper le chef de l'Etat en lui faisant croire que les populations de l'Oti veulent la faune...

Au cours de cette rencontre, Natchaba Fambaré a tenté de convaincre ses interlocuteurs d'aller à la rencontre du préfet de l'Oti et pour lui présenter publiquement leurs excuses pour avoir demandé son limogeage. Certains participants à cette réunion ont accepté cette proposition et se sont dits prêts

à demander pardon au préfet de la préfecture de l'Oti sont sorties par milliers pour dire non à l'agrandissement de la réserve de faune Oti-Kéran sur les terres cultivables. La répression brutale de la manifestation par des forces de l'ordre aidées de militaires a tourné au drame, entraînant cinq (05) morts, plusieurs blessés dont certains

Harmonisation et facilitation des échanges commerciaux entre Etats

Les acteurs ont planché sur l'AFE à Lomé

Lomé a accueilli du 17 au 19 novembre, un atelier régional sur les initiatives stratégiques en matière de facilitation des échanges (AFE). Organisé par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), en collaboration avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et l'Office Togolais des Recettes (OTR), cet atelier vise essentiellement à renforcer les capacités des cadres des administrations douanières de la région Afrique Occidentale et Centrale (AOC) à travers leur rapprochement.

Bien que le commerce soit un élément essentiel de la prospérité, il n'en demeure pas moins vrai qu'il n'est pas non plus épargné par des actes terroristes. D'où justement la création par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) de l'Accord sur la Facilitation des Echanges (AFE) qui se veut un Cadre de Facilitation des Echanges. Cadre auquel a adhéré, depuis le 1^{er} octobre dernier, le Togo. Ceci, après avoir préalablement ratifié la Convention de Kyoto Révisée (CKR) de l'OMD le 28 juin 2014.

Ainsi donc, la rencontre de Lomé sur l'AFE, ayant réuni une trentaine de pays venus d'Afrique, d'Europe et d'Asie, se veut une ini-

tiative permettant aux Etats de mieux rapprocher leurs administrations douanières, faciliter une intégration commerciale réussie et surtout mieux renforcer les capacités des cadres desdites administrations.

Dans son discours de circonstance, le représentant du ministre de l'Economie et des Finances s'est dit satisfait de cette démarche qui, explique-t-il, « dénote de l'ambition qui anime chaque pays de hisser haut, le flambeau du développement à travers la prise de décisions visionnaires ». Puis, ce dernier a égrené tout l'arsenal juridique et normatif mis en place depuis peu, sous l'impulsion du Chef de l'Etat, afin de faire du Togo, « un



La table d'honneur

hub d'excellence ». Notamment la construction du 3^{ème} quai en octobre 2014, l'opérationnalisation d'un nouveau quai destiné à recevoir des navires de grandes capacités, la construction de la nouvelle aéroport accréditée de la double certification de haut standing par l'Administration Fédérale de l'Aviation (FAA) des Etats-Unis puis l'immense chantier de réhabilitation des routes en vue de faciliter les opérations

de transport de marchandises en transit vers les pays sans littoral. Par conséquent, « Cette initiative de l'OMD est parfaitement en phase avec la vision de l'OTR...qui est d'assurer un service de qualité au profit des contribuables et des opérateurs économiques », s'est donc réjoui le représentant du ministre.

Une avancée notable qui aura donc permis au Togo d'offrir, aujourd'hui, ses cadres à cette

réunion de haut niveau qui aura finalement permis aux organisateurs et participants de discuter du rôle important que doivent jouer les administrations douanières dans la mise en œuvre de l'AFE. Un accord dont l'objectif vise à faciliter les échanges commerciaux à travers l'établissement des normes assurant la facilitation et la sécurité de la chaîne logistique à l'échelle mondiale en vue de promouvoir certitude et prévisibilité, rendre possible une gestion intégrée de la chaîne logistique pour tous les modes de transport et renforcer le rôle, les fonctions et les capacités de la douane à relever les défis et à tirer parti des opportunités. Par ailleurs, l'AFE facilitera une coopération plus renforcée entre les administrations de douanes afin d'améliorer leur capacité à déceler les envois à haut risque et à renforcer la coopération douane-entreprises entre autre...

Magloire TEKO

France/ Après l'attentat de Paris

Quel sort pour la COP 21 ?

Paris, la capitale française, accueille du 30 novembre au 11 décembre prochains, la 21^{ème} Conférence des Parties (COP 21) dédiée au climat. A quelques jours de l'ouverture de ce sommet, la psychose gagne les esprits. La faute à un climat de torpeur généré par la série d'attentats terroristes qu'a vécus cette ville dans la nuit de vendredi 13 novembre dernier avec des conséquences déplorables. Cet acte odieux aura-t-il d'influence sur la tenue de cette conférence ? La question se pose.

129 morts et 352 blessés, c'est le bilan officiel de cette barbarie humaine dont a été victime Paris vendredi dernier. Cinq jours après, l'émotion est toujours vive. De Londres à Johannesburg en passant par Washington et Berlin, tous, comme un seul homme, condamnent cet acte terroriste dont les conséquences ont largement franchi les frontières françaises. Presque tous les cinq continents comptent leurs ressortissants parmi les victimes. Depuis lors, la France, dans un souci d'orgueil national, ratisse large et poursuit la traque des auteurs. En premier, Abdelhamid Abaaoud, le présumé coordinateur de l'attentat. A ce jour, outre les quatre kamikaz explosés sur le coup, deux autres présumés dont une femme ont été tués, hier mercredi, à Saint Denis dans la banlieue parisienne, dans un raid mené par la Police. Aussi, Deux autres présumés ont été également arrêtés portant donc à sept, le nombre des interpellations. Loïn

de baisser la garde, l'armée française pilonne également la base stratégique de Daesh dans la ville de Raqqa en Syrie. Pendant ce temps, un mandat international a été lancé contre..., le principal commanditaire présumé de cette attaque terroriste d'une violence extrême dont la France continue toujours de pleurer les morts.

C'est donc dans cette ambiance surchauffée que se prépare, dans cette ville endeuillée, le sommet de COP 21. Un rendez-vous mondial des défenseurs de la cause environnementaliste. A l'occasion, plusieurs délégations venant des quatre coins du monde devront rallier Paris où les débats seront axés sur les questions liées au changement climatique. Il sera donc question pour ces décideurs de chercher à mettre en place, des stratégies idoines. Ceci, dans le but de limiter le réchauffement climatique, notamment en dessous de 2°C à horizon 2100. Sortira donc de ce sommet, un



François Hollande

accord international sur le climat, applicable à tous les pays. D'ores et déjà, s'est tenue en amont en juin dernier à Marseille, une assemblée préparatoire dont les travaux étaient axés sur les enjeux climatiques en méditerranée.

Mais alors, la France a-t-elle aujourd'hui la tête à la fête ? Convient-il de se demander. En effet, ce n'est plus un secret que le pays du Général De Gaulle, a été meurtri dans son âme par ce qui venait de se passer sur son sol. Jamais, l'on avait vu la nation tricolore si touchée et affligée. Ce qui témoigne le véritable état d'esprit dont jouissent les français depuis quelques cinq jours durant. Même si les autorités tiennent un discours de

sérénité, l'on ne saura rester sans envisager leurs ressentiments. Déjà peu ouverte, tout porte à croire que la France adoptera désormais une position tranchée vis-à-vis de certains sujets, surtout celui lié à la migration. Sans doute, la frustration,

d'Europe de l'Est, notamment la Turquie y compris certains d'Asie telle la Syrie, toujours en proie à des conflits armés. Alors, il ne serait pas donc exclu que certaines délégations soient réduites ou même interdites de visa pour participer à ce sommet.

Mais alors, la France a-t-elle aujourd'hui la tête à la fête ?...En tout cas, le moins qu'on puisse dire est que la « France est en guerre », comme le disait lundi dernier devant le Congrès, François Hollande. A cet effet, elle mettra donc tous les dispositifs sécuritaires devant lui permettre de sécuriser son intégrité territoriale.

l'amertume et le remord prendraient le dessus de toute autre valeur. D'ailleurs, le Front n'a pas hésité à extérioriser ce que nombre de français penseraient bas. Ressentiment selon lequel, les portes de la France devront désormais être fermées sur les migrants. Surtout que le cours des enquêtes a prouvé que certains des terroristes sont parvenus en France en faveur du récent flux migratoire ayant secoué certains pays

En tout cas, le moins qu'on puisse dire est que la « France est en guerre », comme le disait lundi dernier devant le Congrès, François Hollande. A cet effet, elle mettra donc tous les dispositifs sécuritaires devant lui permettre de sécuriser son intégrité territoriale. Mais alors, tous les moyens seraient donc bons pour y parvenir, même les plus restrictifs.

Magloire TEKO

Vote de la réforme de la Constitution au Rwanda

Paul Kagame pour un pouvoir à vie ?

Mardi dernier, le Sénat rwandais a adopté une réforme de la Constitution. Laquelle devra permettre au Président Paul Kagame d'être éligible pour la prochaine présidentielle prévue pour 2017. Même si Kigali présente cette démarche du Sénat comme l'expression populaire, nombre d'observateurs y voient, par contre, une volonté manifeste de s'éterniser au pouvoir.

Paul Kagame serait-il en roue libre jusqu'en 2034 ? Voilà donc la théorie probable qui se dégage du vote, cette semaine par le Sénat Rwandais, de cette

Kagame. Parmi elles, celles de l'opposition rwandaise qui n'a pas hésité à exprimer sa vive désapprobation et des Etats-Unis ont également vite manifesté leurs in-



Paul Kagame

à deux, tout en le portant désormais de 7 à 5 ans. Pour le second, l'article 172, cet article 101 n'entrera en vigueur qu'après un nouveau septennat en 2017. Septennat pour lequel Paul Kagame reste toujours éligible. Par ailleurs, ce nouveau texte prévoit que le président rwandais est aussi autorisé à briguer, à partir de 2024, les deux nouveaux mandats de 5 ans prévus par l'article 101 modifié.

Voilà ainsi taillée, une mouture de constitution qui, en l'état, déroule parfaitement le tapis rouge à Paul Kagame. Mais parviendra t-il à jouir pleinement

de la nouvelle constitution ? En tout cas, rien n'est si sûr, tant l'opposition ne semble pas se laisser. « En adoptant ce texte, on laisse une porte ouverte au président de rester 17 ans au pouvoir. Nous pensons que cela ne garantit pas un climat de paix et de sécurité. Pour cette raison, nous représenterons le front du NON au vote de cette réforme. ». Car, « Un mandat jusqu'en 2017 et ensuite deux mandats supplémentaires de cinq ans après 2017, cela représente un danger pour la démocratie », a-t-il ajouté. Aussi, Washington dit condamner vivement cette décision du parlement rwandais. « Les Etats-Unis notent avec une grande inquiétude, le vote du Sénat rwandais aujourd'hui...Nous espérons que le président Kagame mènera à terme ses engagements précédents de promouvoir une nouvelle génération de dirigeants au Rwanda, et quittera ses fonctions à l'issue de son mandat actuel en 2017 ». Mais alors, « S'il décide de rester au pouvoir, cela pourrait avoir des conséquences sur les relations à venir », a poursuivi le commu-

niqué de la Diplomatie américaine. En viseur, l'aide de développement et le partenariat entre les deux pays qui devront se refroidir.

Ces mesures dissuasives amèneront-elles Kigali à rebrousser chemin ? En tout cas, l'on attend donc de voir. Car, la prochaine étape de ce projet de réforme est son réexamen. Une charge dévolue à la Chambre des députés. Une fois adopté dans son ensemble, le texte définitif devra être soumis à référendum. Mais ayant certes permis au Rwanda, un pays sorti des guerres civiles, d'amorcer une ascension fulgurante en matière de développement, il est cependant souhaitable pour que Paul Kagame ait de la clairvoyance et de la hauteur d'esprit pour partir la tête haute. Ceci, afin d'éviter le sort réservé à Blaise Compaoré au Burkina Faso dont le spectre reste encore vivace dans les mémoires collectives. Car, « il faut savoir vite quitter les choses avant qu'elles ne vous quittent », conseille l'adage.

Magloire TEKO

...ce nouveau texte prévoit que le président rwandais est aussi autorisé à briguer, à partir de 2024, les deux nouveaux mandats de 5 ans prévus par l'article 101 modifié... Voilà ainsi taillée, une mouture de constitution qui, en l'état, déroule parfaitement le tapis rouge à Paul Kagame.

nouvelle constitution. Mais en attendant sa relecture et son adoption, des voix s'élèvent pour dénoncer cette velléité de confiscation du pouvoir de Paul

quiétudes.

En effet, la nouvelle mouture se résout à deux articles. D'abord, l'article 101 qui maintient toujours la mandature

Eliminatoires Mondial 2018/ débâcle des Eperviers

Responsabilité coupable à divers degrés

Le Togo ne sera pas présent dans les groupes des éliminatoires de la coupe du monde 2018 encore moins en Russie. Battu dans leur double confrontation contre l'Ouganda, les Eperviers du Togo font les frais de la démission de l'Etat vis-à-vis des sélections nationales, de la guéguerre entre les acteurs

sente. Rien qu'en s'intéressant à tout le désordre qui a entouré le départ des ambassadeurs togolais il était évident que le gouvernement a décidé simplement de dribbler la qualification pour le match des poules après avoir évalué les dépenses financières liées à cette compétition ajoutée aux éliminatoires de la Can qui

La rébellion d'Alaixys Romao et de Jonathan Ayité qui ont refusé de disputer le match retour à Kampala illustre le drame qui se joue dans les coulisses.

et de la clanisation dans le nid des Eperviers.

La fatale démission de l'Etat
La gestion des sélections nationales ressort de la prérogative du gouvernement et depuis belle lurette, l'Etat togolais a signé sa démission dans l'entretien des sélections nationales. De la sélection cadette en passant par les juniors jusqu'à l'équipe fanion, la main de l'Etat est totalement invisible dans la gestion des équipes. Déjà le budget voté par le gouvernement est inconséquent pour entretenir les différentes disciplines sportives. Pour ce match contre l'Ouganda, l'organisation a été bâclée, la motivation ab-

se jouent déjà. Le coût dans les coulisses du trésor public serait insupportable et il valait mieux pour le Togo pour ne pas se désengager d'assurer sa participation sur les deux matches.

La guéguerre entre les acteurs du Foot

L'environnement des Eperviers du Togo pollué par la crise interminable qui secoue la FTF ne prédisposait point à une victoire. L'union sacrée n'était pas de mise dans ce cafouillage où cer-



Les Eperviers du Togo (archives)

tains présidents étaient prêts à parier sur la défaite de la sélection nationale pour servir la cause de l'échec sous Antoine Folly. Après l'infructueux congrès extraordinaire de l'instance suprême du Football togolais ils sont nombreux à demander la création d'un comité de gestion de la sélection nationale pour desservir le président du Comité de Normalisation pour lequel aucun bilan flatteur n'était souhaité par les acteurs qui pensent encore qu'une victoire des Eperviers servirait la cause d'Antoine Folly. Dans cette guéguerre où le comité de normalisation manque lui aussi de stratégie pour assainir l'environnement de la sélection. Les questions d'équipement toujours

non réglées par le comité constituent toujours un goulot d'étranglement qui démotive les acteurs sur le terrain.

Le nid des Eperviers sérieusement infecté

Quand le capitaine des Eperviers Serge Akakpo évoquait une crise qui minait le nid des Eperviers, le président du comité de normalisation a pris le contre-pied de ses déclarations. Tout est désormais clair que le nid des Eperviers est sérieusement infecté par une guerre de clans qui se disputent le leadership. D'un côté, les joueurs bi-nationaux et de l'autre les fidèles de l'ex capitaine des Eperviers Emmanuel Shéyi dont l'ombre continue de planer sur la sé-

lection nationale. La rébellion d'Alaixys Romao et de Jonathan Ayité qui ont refusé de disputer le match retour à Kampala illustre le drame qui se joue dans les coulisses. Lassés des crises à répétition au sein de l'instance, il semble que les joueurs lâchent du lest avec des répercussions fâcheuses sur le terrain.

La conséquence de cette démotivation dans le nid risque d'être terrible pour la sélection nationale qui n'a pas de relève. Il est assez clair que le Football togolais a touché le fond et qu'il serait assez difficile pour ce sport de reprendre la main dans un pays où l'Etat rechigne à prendre ses responsabilités.

Del-Jo

Championnat militaire et paramilitaire de football 2015

La compétition démarre le dimanche prochain

Le 31^{ème} championnat militaire et paramilitaire de football au Togo s'ouvre le dimanche prochain à Lomé avec le traditionnel défilé des équipes engagées. Les différents corps de l'armée togolaise abandonnent un tant soit peu le stress et les armes pour s'afficher sur les terrains de foot dans un moment critique où la FTF est incapable de nourrir l'appétit du public sportif.

Pour cette édition 2015, la bataille sera rude pour la succession de la police nationale détentrice du trophée. La FIR, le deuxième RI, la Gendarmerie nationale, la Marine nationale, la Douane, le RBRA sans oublier la séduisante équipe des Sapeurs pompiers finaliste malheureuse l'année dernière, seront présentes.

L'apothéose de cette



Défilé des équipes (édition précédente)

31^{ème} édition est fixée au 21 décembre prochain avec la grande finale.

Notons que ce championnat militaire et paramilitaire

est une aubaine pour les corps habillés qui en profitent pour séduire les clubs de l'élite. Les cas du joueur Monpion de la Gendarmerie Nationale ou encore de

Kpatoumbi Liyabé qui ont frappé aux portes de la sélection nationale en sont révélateurs.

Del-Jo

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général
chargé de la Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédaction
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEKOU

Stagiaire
DOGBE-A. Koffi

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Laurent
Tirage : 3000 exemplaires



44èmes Assises de la Presse Francophone

Thème :
**La place des Femmes dans
les Médias Francophones**

**Lomé, du 25 au 29
NOVEMBRE 2015**

